

Etat d'urgence et COP21 : communiqués, déclarations et appels à mobilisations

« un danger pour les libertés publiques »

samedi 28 novembre 2015, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2015).

Nous ne respecterons pas l'interdiction de manifester

Communiqué des Désobéissants.

Le président de la République et son gouvernement viennent de décider d'interdire la Marche mondiale pour le climat du 29 novembre et les mobilisations prévues le 12 décembre à Paris.

Nous refusons la stratégie du choc qui consiste à utiliser les attentats tragiques de ce vendredi 13 novembre pour restreindre les libertés.

Nous sommes des centaines de milliers de personnes à avoir prévu de nous rassembler le dimanche 29 Novembre 2015 place de la République, pour exprimer l'urgence de nous attaquer aux causes du dérèglement climatique, l'urgence de préserver nos biens communs et de construire un monde plus juste et plus durable.

Nous venons de payer le prix du sang parce que notre dépendance au pétrole, qui produit justement le réchauffement climatique, a plus que jamais besoin de la guerre pour maintenir son approvisionnement en pétrole bon marché. Et que la guerre, en semant le désespoir, alimente la haine et finalement le terrorisme, jusqu'au cœur de nos villes.

Nous appelons à refuser la suspension de l'état de droit que constitue l'état d'urgence et à venir manifester le 29 novembre à midi place de la République, pour la justice climatique, la transition écologique et les alternatives au capitalisme.

Nous appelons chacune et chacun à venir ce jour-là, dans le calme, sans haine et sans violence, conscient des risques certes, mais présent parce que le risque est plus grand de ne pas nous manifester : combien de sécheresses, d'inondations, de famines, de guerres, combien de millions de victimes pouvons-nous éviter si nous affirmons la voix des citoyens du monde entier ?

On lâche rien !

Les désobéissants

www.desobeir.net

L'Assemblée parisienne contre la COP 21 maintient son appel à rassemblement Place de la République à Paris le dimanche 29 novembre à 12 h 00.

Nous ne laisserons pas l'État décider à notre place. Nous ne voulons ni de ses fausses solutions pour le climat, ni de ses interdictions de nous retrouver dans la rue.

Si l'accès à la Place de la République est rendu impossible dimanche par l'état d'urgence, nous appelons à marcher partout ailleurs dans Paris avec nos slogans et nos idées.

Objecteurs de croissance

Appel à manifester malgré l'interdiction

Initiatives Décroissantes pour le Climat - Communiqué de Presse

Les objecteurs de croissance rassemblés dans les Initiatives Décroissantes pour le Climat dénoncent, sous prétexte de l'état d'urgence, l'interdiction des manifestations des 29 novembre et 12 décembre à Paris, ainsi que plus largement toutes les atteintes au droit de manifester où que ce soit en France.

Comme les Désobéissants et l'Assemblée parisienne anti COP, et d'autres sans doute, nous appelons à nous rassembler le dimanche 29 à 12 h comme prévu place de la République.

Nous appelons tous ceux pour qui l'urgence n'est pas un état, mais un faisceau d'urgences planétaires à prendre à bras le corps (urgences climatique, écologique, sociale, démocratique, politique... urgences de paix et de liberté) , à nous y rejoindre, afin d'y exprimer le plus large rejet de l'état de guerre que veut nous imposer le gouvernement français. Cette guerre n'est pas et ne sera jamais notre guerre !

Si la place de la République est mise en état de siège, ce qui est à craindre, alors, comme d'autres déjà le proposent, nous irons marcher partout ailleurs dans Paris et y diffuser largement un message de paix, de solidarité et de fraternité universelle, autour de l'escargot de la décroissance.

contact : initiativesclimat objectiondecroissance.org

Plus que jamais mobilisés pour le climat :

la Coalition climat 21 présente son nouveau plan de mobilisation

Communiqué du 20 novembre

Malgré les récentes interdictions de la marche du 29 novembre et des mobilisations du 12 décembre et suite à la décision de prolonger l'état d'urgence, ces deux dates restent des moments clés de mobilisation citoyennes pour le climat.

Le 29 novembre, ça marche encore pour le climat !

Dimanche 29 novembre, la journée sera placée sous le signe du climat aussi à Paris :

Des installations artistiques visuelles et sonores permettront de tracer autrement le parcours de la marche. Ces créations permettront d'exprimer nos messages : rappeler l'urgence de la crise climatique mais aussi témoigner de notre solidarité avec les populations qui sont aux premières lignes de la crise et du changement ; le lien entre climat, emploi et justice sociale ; les solutions qui existent ; les responsables à qui profitent le crime climatique, la nécessité de protéger la nature pour protéger le climat et enfin, la masse citoyenne qui appelle à l'action - des groupes religieux à la jeunesse, en passant par les grands parents pour le climat.

Se rassembler autrement : en terrasses de café, dans les boulangeries, les coins de rue, les balcons et les fenêtres, et même sur les vêtements, un symbole commun sera proposé pour exprimer son engagement pour le climat.

March4me.org : un outil inédit qui permettra à tous ceux qui ne peuvent pas marcher ce jour-là, de Beyrouth à Bamako en passant par Paris, de se faire représenter par tous ceux qui marcheront en Amérique, en Afrique, en Asie, en Europe. Ces derniers représenteront les marcheurs « empêchés » en arborant leurs photos et prénoms dans les défilés. Le site www.march4me.org permettra ces mises en relation et le déploiement de cette solidarité internationale. Il sera mis en ligne dès le 25 novembre.

La mobilisation sera mondiale à la veille de l'ouverture de la COP21 : les 28 et dimanche 29 novembre, des centaines de milliers de personnes de tous horizons marcheront dans les grandes villes du monde pour faire entendre haut et fort leurs attentes à leurs responsables politiques : à Johannesburg, Berlin, Sydney, Kampala, Ottawa, Barcelone,...57 marches sont prévues en tout.

Les 5 et 6 décembre : rendez-vous à Montreuil pour le Sommet citoyen pour le climat

Du 7 au 11 décembre : la Zone d'action pour le climat se maintient au CENTQUATRE-Paris

Le 12 décembre : nous maintenons l'appel à une mobilisation internationale !

L'Etat d'urgence aujourd'hui c'est aussi l'état d'urgence climatique. Les nécessités minimales pour une planète juste et vivable sont des lignes rouges qui sont depuis longtemps franchies. Le 12 décembre, nous nous mettrons en mouvement pour le rappeler.

Nous souhaitons que le 12 décembre soit l'occasion pour les communautés affectées par les changements climatiques et leurs conséquences de s'exprimer, et nous maintenons donc notre volonté d'organiser des actions à Paris dont nous sommes en train de revoir les modalités au vue des circonstances. Elles seront placées sous le signe de la paix et de la justice climatique. Rien ne nous empêchera de faire entendre nos voix à la fin de de la COP21.

Interdiction

Communiqué de presse Coalition Climat

Communiqué du 18 novembre 2015

La Préfecture de police de Paris vient de nous informer qu'en raison des tragiques attentats qui ont eu lieu le 13 novembre dernier, la Marche mondiale pour le climat du 29 novembre et les

mobilisations prévues le 12 décembre sont interdites à Paris.

Nous regrettons qu'aucune alternative n'ait été trouvée pour permettre nos mobilisations. Pour autant, nous sommes plus que jamais déterminés à faire entendre nos voix sur les questions de justice climatique.

« Nous avons conscience de la gravité de la situation. Plus que jamais nous ferons part de créativité pour mobiliser et rassembler. Pas de COP21 sans mobilisation de la société civile » Juliette Rousseau, coordinatrice de la Coalition climat 21.

En effet, le week-end des 28 et 29 novembre, à la veille de l'ouverture de la COP 21, des millions de personnes marcheront pour la justice climatique :

- 2173 événements se préparent dans plus de 150 pays
- 57 marches sont prévues dans le monde entier
- Plusieurs dizaines de marches dans les régions de France sont annoncées
- Le 29 novembre et le 12 décembre à Paris, nous trouverons une forme alternative de mobilisation citoyenne, pour montrer que la COP 21 ne se fera pas uniquement avec les négociateurs.

Le Sommet citoyen pour le climat qui se tiendra les 5 et 6 décembre à Montreuil (Seine Saint-Denis) ainsi que la Zone d'action pour le climat, qui se déroulera du 7 au 11 décembre au CENTQUATRE-Paris devraient être maintenus. Ces mobilisations seront deux grandes occasions de démontrer que nous portons les solutions et les alternatives au dérèglement climatique et que la société civile est déterminée à lutter contre la crise climatique.

La Coalition climat 21 rappelle que la COP 21 n'est pas une fin en soi et que, nous citoyennes et citoyens du monde entier, nous construisons un mouvement qui ne fera que se renforcer à l'issue de ce sommet et au-delà.

Appel initial à manifester le 29 novembre

Dimanche 29 novembre, à la veille de l'ouverture du Sommet sur le Climat, nous serons des centaines de milliers, de tous horizons, à marcher dans les rues de Paris, pour faire entendre haut et fort nos attentes à nos responsables politiques.

Rassemblons-nous pour un monde à l'abri des ravages des changements climatiques - pour une transition juste vers une économie alimentée par 100% d'énergies renouvelables, et qui ne laisse personne de côté. Ensemble, soyons solidaires avec les populations les plus touchées au nord et au sud.

La crise climatique est une réalité, mais c'est à nous qu'il appartient de changer la donne. Ensemble, relevons l'un des plus grands défis de l'humanité et protégeons notre santé, notre alimentation, notre eau, notre environnement et notre air et créons aujourd'hui les emplois de demain. Pour tout changer, il faut tout le monde.

Rejoignons tous la Marche pour le Climat le 29 novembre à Paris pour faire écho aux marches

organisées un peu partout dans le monde et montrer que notre engagement pour le climat est réel et audacieux, et qu'il se perpétuera, encore plus fort, en 2016 et au-delà.

* <http://paris.demosphere.eu/rv/41336#p4>

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR PERD SES NERFS, CONFOND ET ASSIMILE LE MOUVEMENT ASSOCIATIF AU TERRORISME

Ligue des Droits de l'Homme

Le ministre de l'Intérieur perd ses nerfs, confond et assimile le mouvement associatif au terrorisme

Après avoir interdit les manifestations citoyennes autour de la COP21, voici que le ministre de l'Intérieur assigne à résidence M. Joël Domenjoud, en charge de la « legal team » de la coalition au motif qu'il ferait partie de l'ultra-gauche parisienne qui veut remettre en cause la tenue de la COP. M. Domenjoud est tenu de pointer trois fois par jour au commissariat.

Si l'on avait besoin d'une confirmation que l'état d'urgence est un danger pour les libertés publiques, cette mesure en attesterait tant elle révèle que la lutte contre le terrorisme n'est ici qu'un prétexte pour interdire toute voix dissonante.

Comme nous l'avions craint, l'état d'urgence s'accompagne de mesures de plus en plus arbitraires.

D'ores et déjà nous demandons la levée immédiate de l'assignation à résidence de M. Joël Domenjoud.

LDH, Paris, le 26 novembre 2015

Bravons l'état d'urgence, manifestons le 29 novembre

24 novembre 2015

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour comprendre que l'état d'urgence décrété pour trois mois n'allait pas se limiter à protéger la population française contre de nouveaux attentats.

Ce week-end, une grande partie de la ville de Sens (Yonne) a été soumise à un couvre-feu, sans rapport clair avec les attentats. C'est la perquisition d'un appartement – dont les locataires n'auraient finalement pas été inquiétés – qui a justifié cette punition collective. Parmi les 1072 perquisitions nocturnes diligentées hors de tout cadre judiciaire par les préfets, moins d'une sur dix a abouti à une garde à vue. À Nice, c'est une fillette de six ans qui a été blessée lors d'une opération de police : les policiers intervenus en pleine nuit avaient enfoncé la mauvaise porte. Dimanche en Loire-Atlantique, c'est une caravane de 200 vélos accompagnée de 5 tracteurs qui a été bloquée par les forces de l'ordre : il s'agissait de dissuader les cyclistes de rejoindre Paris pour la COP21.

Pendant ce temps, le gouvernement reprend sans scrupule des mesures promues hier encore par

l'extrême droite. Les journaux nous l'assurent : les sondages confirment l'adhésion massive des Français à cet état d'exception sans précédent depuis cinquante ans.

C'est une victoire pour Daesh que d'être parvenu, avec moins d'une dizaine d'hommes, à faire sombrer l'État dans ses pires réflexes réactionnaires. C'est une victoire pour Daesh que d'avoir provoqué la mise sous tutelle sécuritaire de la population tout entière.

Le dimanche 29 novembre, une gigantesque manifestation était prévue dans les rues de Paris pour faire pression sur les gouvernants mondiaux, à qui personne ne faisait confiance pour trouver une solution au réchauffement climatique. Des centaines de milliers de personnes étaient attendues de toute l'Europe. Manuel Valls, certainement lucide sur le caractère dérisoire des accords qui sortiront de la COP21, craignait beaucoup cette manifestation. Il a donc décidé de l'interdire, au prétexte que la foule risquerait d'être la cible d'un attentat. M. Valls jouerait-il avec le feu en laissant les Français risquer leur vie en faisant leurs courses de Noël ? Il se donne en tout cas les grands moyens : ceux qui voudraient manifester encourent 6 mois de prison. M. Valls va-t-il nous mettre en prison pour nous protéger des attentats ?

La proposition que nous faisons, nous savons que dans les circonstances actuelles nous aurons du mal à la faire entendre. Depuis dix jours, les écrans ressassent la gloire des « valeurs » françaises. Nous prenons cela au pied de la lettre. S'il existe quelque chose comme une valeur française, c'est d'avoir refusé depuis au moins deux siècles de laisser la rue à l'armée ou à la police. La mobilisation à l'occasion de la COP21 est un enjeu primordial et nous n'acceptons pas que le gouvernement manipule la peur pour nous interdire de manifester.

Dimanche 29 novembre, nous appelons à braver l'état d'urgence et à nous retrouver à 14h sur la place de la République.

Parmi les signataires :

Frédéric Lordon, Directeur de recherche au CNRS

Pierre Alféri, Romancier, poète et essayiste

Hugues Jallon, éditeur, écrivain

Ludivine Bantigny, Historienne

Eric Hazan, Editeur

Julien Salingue, Docteur en Science politique

Joelle Marelli, Philosophe, écrivain, directrice de programme au Collège international de philosophie.

Jacques Fradin, Mathématicien, chercheur en économie

Ivan Segré, Philosophe

Nathalie Quintane, Poétesse

Christophe Granger, Historien

Nacira Guénif, Sociologue

Serge Quadrupani, Ecrivain

Joss Dray, Auteure-photographe

La parisienne libérée, Chanteuse

François Cusset, Professeur de civilisation américaine

Jean-Jacques Rue, Programmateur de cinéma et journaliste

Pétition en ligne :

<https://www.change.org/p/la-rue-bravons-l-etat-d-urgence-retrouvons-nous-le-29-novembre-place-de-la-republique>

Interdiction des manifestations le week-end prochain : Un abus de pouvoir !

NPA

Mercredi 25 novembre 2015, mise à jour Jeudi 26 novembre 2015, 11:28

Comme on pouvait s'y attendre après les allocutions guerrières de Hollande et Valls et la décision d'instaurer un état d'urgence pour trois mois supplémentaires, toutes les manifestations seront interdites du 28 au 30 novembre sur tout le territoire. Dans ce régime d'exception, plus aucune contestation de la mascarade organisée pour la COP 21, plus aucune revendication visible dans les rues. Toutes les actions préparées depuis des mois dans le pays sont interdites.

Le NPA dénonce vivement l'état d'urgence qui maintient les marchés de Noël et les événements commerciaux mais interdit consciencieusement les manifestations. Il réclame un état d'urgence climatique qui commencerait par annuler tous les grands projets inutiles comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Nous voulons manifester parce que nous sommes choquéEs par les attentats qui ont fait 130 mortEs et 350 blesséEs et que nous voulons en finir avec le terrorisme de Daesh, mais aussi avec un monde qui produit Daesh. Et ce n'est pas l'état d'urgence en France ou en Belgique qui peut permettre d'en finir avec le terrorisme.

Le NPA sera aux côtés de celles et ceux qui veulent continuer de manifester malgré l'interdiction le 29 novembre à partir de 12h Place de la République

NPA, Montreuil, le 25 novembre 2015

Communiqué de Ensemble ! Mobilisations « Cop 21 » interdites

Alors que la COP21 s'apprête à ouvrir ses travaux, le gouvernement accentue ses mesures visant à empêcher les mobilisations pour sauver le climat.

Après avoir interdit la marche pour le climat prévue à Paris le 29 novembre, ainsi que dans de nombreuses autres villes françaises, l'Etat assigne à résidence jusqu'au 12 décembre deux militants actifs des luttes écologistes, en particulier contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Après les perquisitions effectuées dans plusieurs lieux et domiciles soupçonnés d'abriter de dangereux contestataires, le gouvernement franchit un pas supplémentaire dans sa politique d'intimidation et de répression, illustrant à quel point l'état d'urgence nous prive de nos libertés les plus fondamentales.

« Ensemble ! » exige la levée immédiate des assignations à résidence, la fin des perquisitions des militant-e-s, et appelle à rejoindre la chaîne humaine pour le climat le 29 novembre, ainsi que les mobilisations qui rythmeront la durée de la COP21.

Le 27 novembre 2015.
